



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par UDISHA, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Changer de perspective sur l'éducation : un moyen de favoriser l'emploi en vue de renforcer le développement social

Introduction :

Le développement social est un paradigme encyclopédique qui comprend tous les domaines participant à l'amélioration de la vie humaine. C'est un processus qui dépasse le simple progrès économique pour s'intéresser au bien-être général d'une population donnée, et qui se concrétise sur le long terme au moyen de mécanismes institutionnels complets et soutenus.

Un État développementaliste a pour caractéristique essentielle de rechercher à améliorer la qualité de vie de sa population. Cela peut passer par la mise en place d'infrastructures éducatives ou de santé, l'amélioration du niveau de vie, l'autonomisation des femmes et des enfants, la garantie d'un cadre de vie sûr et d'un environnement préservé et moins pollué, ou encore par l'exercice des libertés et l'accès de tous aux ressources, sans distinction de caste, de classe, de sexe ou d'origine ethnique. Il est aujourd'hui établi que le développement social peut se voir renforcé par certaines interdépendances, notamment entre l'éducation/l'emploi et la pauvreté, les conditions de travail, le chômage et la protection sociale.

Par ailleurs, la mission de l'Organisation des Nations Unies en matière éducative, scientifique et culturelle vise essentiellement à œuvrer en faveur de la paix et du dialogue interculturel, de la dépaupérisation et du développement durable, et ceci essentiellement au moyen de l'éducation. Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), en tant qu'organe de coordination et principale instance de débat des questions économiques et sociales, a pour mission de promouvoir de meilleurs niveaux de vie, le plein emploi ainsi que le progrès économique et social : c'est donc la tribune idéale pour évoquer le changement de perspective sur l'éducation comme moyen de favoriser l'emploi.

But et objectifs :

La présente déclaration vise à présenter une approche basée sur deux axes et qui souligne le rôle des deux plus importantes parties prenantes – les organisations gouvernementales et celles de la société civile, et plus particulièrement les ONG telles qu'UDISHA –, en prenant en compte les travaux en cours et leurs effets sur le développement social.

La définition de l'éducation s'élargit de plus en plus et les méthodologies évoluent. Les efforts sont unanimes pour faire de l'éducation la garantie du développement pour le plus grand nombre – notamment en Inde dont la population, comptant 356 millions de personnes entre 10 et 24 ans, est la plus jeune au monde – afin de tirer parti du dividende démographique.

La présente déclaration se propose d'exposer le rôle que peuvent jouer les deux parties prenantes susmentionnées en vue d'aider les jeunes au moyen de politiques et d'investissements en capital humain adaptés et de leur permettre d'être les initiateurs du développement économique et social afin d'augmenter le revenu par habitant, comme le préconise dans son rapport le Fonds des Nations Unies pour

la population¹. Elle vise aussi à mettre en avant l'idée selon laquelle l'émancipation par l'éducation et l'emploi peut contribuer à prévenir les mauvais traitements et les actes de violence envers les enfants et les jeunes, et donc à renforcer la protection sociale.

Il est de plus en plus largement admis que de meilleures capacités sur le plan intellectuel et professionnel participent à la prospérité économique et à la productivité. L'environnement concurrentiel d'aujourd'hui rend indispensable la valorisation des ressources humaines. C'est en ce sens qu'a évolué le concept du développement ces vingt dernières années, en passant de la valorisation des bénéfiques à la valorisation de l'humain. L'essor économique ne saurait à lui seul garantir une vie heureuse. Voilà qui justifie, en matière d'éducation, un changement radical et le passage d'une approche basée sur l'action sociale à une approche axée sur les droits et constitutive du droit à la dignité.

Face à ces enjeux, le Gouvernement indien s'est efforcé d'instaurer l'éducation pour tous au travers de la mission Sarva Shiksha, laquelle propose une approche inclusive afin de réaliser les objectifs de l'accès de tous au système éducatif et du maintien des élèves à l'école, de la réduction des disparités liées au sexe ou à la classe sociale dans les effectifs et de l'amélioration du niveau d'éducation de tous les enfants. La promotion de l'éducation des filles est particulièrement mise en avant. Le programme Mahila Samakhya, qui s'adresse tout particulièrement aux zones en retard d'éducation, constitue une initiative empirique sans précédent qui a rendu possible l'autonomisation de femmes pauvres et marginalisées en milieu rural. Les deux tout nouveaux programmes de 2015, « Beti Bachao, Beti Padhao » et « Sukanya Samridhi Account », qui visent à lutter contre le fœticide féminin et inciter à mettre au monde des filles et à les éduquer, dans le but de remédier au déséquilibre des naissances entre filles et garçons (respectivement de 918 pour 1 000), représentent une nouvelle occasion d'impliquer la société civile dans le développement social et de renforcer le rôle joué par les ONG.

L'enseignement primaire et primaire supérieur constitue le socle de la pyramide éducative. Ainsi, afin de consolider ce socle et de réaliser l'objectif visant à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, la loi sur le droit des enfants à une éducation gratuite et obligatoire est entrée en vigueur en 2009.

Réalisations de l'organisation :

Udisha, fondée en 1977, a reçu en 2011 le prix international des activités novatrices de prévention des abus et de la violence envers les enfants de la Fondation Sommet mondial des femmes (WWSF) en reconnaissance du travail effectué les dix années précédentes. Nous pensons qu'il est nécessaire de sensibiliser l'opinion au problème des « délits à caractère social » comme la maltraitance des enfants, le travail des enfants, le harcèlement sexuel et le viol, et qu'il convient aussi d'apprendre aux enfants et aux jeunes à se défendre pour ainsi faire du monde un meilleur endroit où vivre, apprendre et grandir.

Udisha s'attache aussi à appuyer les efforts faits au niveau gouvernemental en faisant œuvre de sensibilisation auprès des enfants et des jeunes et en suscitant des vocations et l'acquisition de qualifications, notamment professionnelles. Cela a

¹ FNUAP, État de la population mondiale 2014, Le pouvoir de 1,8 milliards (FNUAP, 2014). 136 p.

permis, grâce à des formations libres, à des centaines de jeunes chômeurs de trouver un emploi dans les secteurs de l'informatique, de la conception de sites Web, des soins de beauté et de santé, de la confection de vêtements, de la construction et de la sécurité, dans le cadre de programmes du Gouvernement indien ou d'ONG.

Nous sommes convaincus que les activités extrascolaires sont essentielles au développement harmonieux de l'enfant. Udisha est aussi la section nationale de Caretakers of Environment International, ONG basée aux Pays-Bas et œuvrant en faveur de l'éducation à l'environnement dans les établissements d'enseignement secondaire. Les élèves et leurs professeurs ont assisté aux colloques « Global Environmental Youth Conventions » organisés à Lund, en Suède, à Turin, en Italie et à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Ces 14 dernières années, de nombreux séminaires, concours d'affiches, débats et marches ont aussi été organisés en faveur de la protection de l'environnement et des économies d'énergie à Dehli ainsi que dans les États voisins.

La première « conférence de l'ONU mise en scène » organisée par Udisha s'est tenue en 2015. Près de 200 délégués ont assisté à la séance de trois jours rassemblant différents organes de l'ONU afin de débattre d'un certain nombre de questions internationales. Les activités d'Udisha sont multiples. En dehors de notre appui aux programmes « Make in India » et « Digital India » ou aux politiques de développement des compétences du Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes, notre organisation s'efforce aussi de contribuer humblement à ces initiatives en luttant contre le chômage. Nous souhaitons promouvoir le changement de perspective sur l'éducation comme moyen de favoriser l'emploi et de renforcer le développement social.

Les défis à relever :

Il est toujours possible de repenser et renforcer le développement social. Le développement est toutefois un processus complexe pour lequel il n'existe pas de méthode infaillible. Dans le modèle de développement prôné par Gandhi, les machines ont leur place, on ne saurait désormais faire sans. Ceci étant, elles ne doivent pas se substituer au travail de l'homme, qui reste nécessaire. Dans le contexte d'économies en développement, la technologie peut contribuer à l'intégration de ressources humaines dans le cadre du développement social, ce qui peut résoudre certaines difficultés actuelles et appuyer l'initiative de l'ONU en faveur du développement durable. En ce qui concerne l'emploi, le développement des compétences est une des priorités du Gouvernement indien et nous nous efforcerons de mettre en place des pôles d'excellence pour le développement des compétences afin de contribuer au développement durable, qui fait partie intégrante du développement social.

Le rôle des organisations gouvernementales et des ONG pourrait aussi être élargi. À l'avenir, Udisha entend poursuivre son partenariat avec WWSF dans le cadre des campagnes consacrées à l'autonomisation des femmes en milieu rural et à la prévention des mauvais traitements envers les enfants. Nous souhaitons par ailleurs poursuivre notre collaboration avec d'autres ONG telles que Caretakers of Environment International (Pays-Bas), CIVICUS, la Société internationale pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants et TakingITGlobal, en tant qu'organisation membre.

Conclusion :

Le programme de développement durable pour l'après-2015 de l'ONU doit adopter une nouvelle approche en matière de développement national et international, laquelle doit être à même de répondre aux défis mondiaux et interdépendants que sont l'élimination de la pauvreté, la durabilité environnementale, l'équité économique, l'égalité des sexes, le changement climatique, la résilience, la répartition équitable des ressources, les droits fondamentaux et les inégalités. Nous partageons l'engagement de l'Inde au regard des objectifs de développement social et de viabilité sociale, et nous plaidons aussi pour que le programme de développement pour l'après-2015 contribue à l'instauration d'un développement social durable, équitable, juste et mu par la croissance. Pour que cela soit possible, il est nécessaire d'investir plus amplement dans les moyens humains, de mobiliser des ressources, de passer à une économie écologiquement responsable et d'intégrer les nouvelles technologies et certaines connaissances à la mise en œuvre.

Nous sommes déterminés à faire de l'élimination de la pauvreté une priorité en nous appuyant sur l'éducation et l'emploi, la durabilité environnementale et la protection des femmes et des enfants au moyen des différents programmes en cours ou prévus. Nous invitons les autres membres à partager leurs expériences en matière de développement social. Nous restons disposés à partager nos politiques, nos connaissances ainsi que nos expériences en vue de repenser et renforcer le développement social.
